PROCES-VERBAL

Conseil Municipal du 09/04/2021

20h30 : Bruno RONSEAUX ouvre la séance de ce conseil municipal.
Jean-Marc BLAISE est désigné secrétaire de séance.

L'équipe municipale a fait le choix de limiter à 6 personnes la présence physique des conseillers municipaux lors de cette assemblée, compte tenu du contexte sanitaire en vigueur et des dimensions relativement modestes de la salle du conseil.

Les conseillers municipaux physiquement présents :
Elodie BATICLE, Jean-Marc BLAISE, Guillaume LOISEL-DUBOSPERTUS, Christian MERLIN, Alain VANDEN BROECK.

Les conseillers municipaux présents en visioconférence :
Hélène LE MAUX, Noëlli LEROY, Pierre-Emmanuel HERBAIN.

Les conseillers municipaux représentés :
- Louis BOULENOUAR donne son pouvoir à Hélène LE MAUX ;
- Eddy POYER donne son pouvoir à Christian MERLIN.

Bruno RONSEAUX tient à remercier Elodie BATICLE pour le travail de logistique réalisé afin de permettre cette visio-conférence.

**Comme pour l'année précédente,
VOUS TROUVEREZ EN PIECES JOINTES n° 1 et 1' :**

- **LE COMPTE ADMINISTRATIF 2020**

- **LE BUDGET PRIMITIF POUR L'ANNEE 2021**

Le Compte Administratif correspond à la colonne N-1, ce qui a été réalisé en 2020.

ANNEXE n° 1 = section Investissement / ANNEXE n° 1' = section Fonctionnement

Ces 2 annexes vous permettront d'accéder « dans le détail » à l'ensemble des informations relatives à la gestion financière de la commune. Avec toutes nos excuses pour la qualité des documents, la numérisation des pages rendant les parties grisées difficilement lisibles.

NOUS ENVISAGEONS TOUJOURS L'ORGANISATION D'UNE REUNION DE PRESENTATION DU BUDGET, ouverte à tous les habitants de la commune ; malheureusement le contexte sanitaire que nous subissons toutes et tous depuis plus d'un an nous empêche de définir avec certitude une date pour la tenue de cette assemblée. Vous serez informés par un courrier dans votre boîte aux lettres de la date éventuelle de cette réunion si elle peut se tenir dans les prochaines semaines (l'absence de ce courrier signifiera que cette présentation n'aura pas lieu cette année encore).

Point n° 1 : vote du Compte Administratif 2020

Pour information : le Compte Administratif est le relevé exhaustif des opérations de recettes et de dépenses réalisées dans un exercice comptable (1 année d'exercice). Il permet de juger la qualité de la gestion d'une commune par comparaison avec le budget qui a un caractère strictement prévisionnel. Le Compte Administratif est de la responsabilité du maire.

Le Compte Administratif est présenté et voté chapitre par chapitre.

Section Investissement

Cette section concerne les opérations qui ont pour effet d'augmenter la valeur du patrimoine de la commune (travaux neufs, acquisitions de terrains, remboursement du capital des emprunts...).

- Recettes 2020 : 9 957,26 €
- Dépenses 2020 : 10 203,90 €
- Déficit sur l'année 2020 : 246,64 €
(le différentiel entre les recettes et les dépenses)
- Déficit 2019 pour la section Investissement : 6 099,37 €
- **Déficit total de clôture 2020 :**
6 099,37 € (déficit 2019) + 246,64 € (déficit 2020) = **6 346,01 €**

Section Fonctionnement

Cette section comprend les opérations de gestion courante avec :

- en dépenses principales, les frais de personnel (secrétaire et adjoint technique), les intérêts des emprunts contractés, les subventions aux associations ainsi que l'autofinancement, c'est-à-dire l'excédent dégagé par la section fonctionnement ;
- en recettes, essentiellement les impôts locaux, la Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) versée par l'Etat, les produits de l'exploitation du domaine de la commune...

- Recettes de fonctionnement 2020 : 160 323,83 €
- Dépenses de fonctionnement 2020 : 114 574,55 €
- Excédent 2020 (« économies » ou **autofinancement**) : 45 749,28 €
- Part de cet excédent affectée en investissement pour 2020 : 9 100 €
(6 099,37 € de déficit 2019 section investissement + 3 000 € de « restes à réaliser » correspondant à l'achat et l'installation des panneaux de signalisation dans la rue du Bout du Haut)
- Excédent 2019 (autofinancement) : 28 853,66 €
- **Excédent total de clôture 2020 :**
28 853,66 € (excédent 2019) + 45 749,28 € (excédent 2020) - 9 100 € (part d'excédent affectée en investissement pour 2020) = **65 502,94 €**

Un petit mot de rappel concernant l'autofinancement : un excédent en section de fonctionnement doit toujours être dégagé afin de pouvoir investir et développer les équipements municipaux (rénover un bâtiment, refaire une route communale, acheter un véhicule...). Ces dépenses d'investissement sont autorisées par l'autofinancement, c'est-à-dire les économies que peut dégager la section fonctionnement.

Le Compte Administratif est présenté par notre doyen d'âge, Christian MERLIN.
Ce compte étant de la responsabilité du maire, celui-ci ne peut pas prendre part au vote.

Le Compte Administratif 2021 est approuvé à l'unanimité.

Point n° 2 :

vote du Compte de Gestion 2020 du Trésor Public

Le Compte de Gestion est confectionné par le comptable public : Madame SEBASTIEN, de la Trésorerie de FORMERIE. Le comptable public est chargé en cours d'année d'encaisser les recettes et de payer les dépenses ordonnancées par le maire après vérification de leur régularité.

Le principe de séparation des pouvoirs est ici appliqué entre l'ordonnateur (le maire) et le comptable : ce dernier étant un fonctionnaire du Ministère des Finances, il ne dépend pas hiérarchiquement du maire. Le comptable public est personnellement et financièrement responsable des dépenses et des recettes qu'il exécute.

Le compte de Gestion doit parfaitement concorder avec le Compte Administratif.

Le Compte de Gestion 2020 du Trésor Public est approuvé à l'unanimité.

Point n° 3 :

Défiscalisation ou non du Syndicat des Eaux

En mars 2016, une note du Président du S.I.E.A.B. présentait l'intérêt économique pour les municipalités adhérentes d'opter pour une défiscalisation totale de leur contribution communale au budget incendie du S.I.E.A.B. eu égard :

- à l'évolution du financement de cette compétence dans un avenir proche,
- à la fin proche des travaux de mise en conformité de la défense incendie,
- à la fin proche du remboursement des emprunts contractés par cette opération,
- à la nécessité d'anticiper, dès à présent, sur les conséquences prévisibles de la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) sur le fonctionnement futur du syndicat, avec l'exercice obligatoire de la compétence eau potable par les communautés de communes ou d'agglomération auxquelles nous appartenons.

Cette contribution, répartie entre toutes les communes adhérentes, au prorata du nombre d'hydrants installés sur leur territoire, s'élevait pour l'ensemble des municipalités à 990 000 € se décomposant de la manière suivante : 350 000 € destinés à financer l'entretien des 1 338 hydrants et leur renouvellement si nécessaire (entre 50 et 60 hydrants renouvelés chaque année), et 640 000 € pour assurer la fin des opérations d'ampleur relatives à la mise aux normes des installations de défense incendie et le remboursement des emprunts contractés depuis 1998 pour la réalisation et la mise aux normes de la défense incendie dans toutes les communes adhérentes.

En 2016, le conseil municipal de LACHAPELLE-SOUS-GERBEROY a toutefois décidé de ne pas défiscaliser cette contribution communale relative à la compétence incendie déléguée au S.I.E.A.B., malgré le véritable intérêt économique que cette défiscalisation pouvait représenter pour le budget communal à cet instant.

Aujourd'hui, cette possible défiscalisation ne présente plus un grand intérêt économique pour la commune, compte tenu de l'évolution de la situation dans laquelle se trouve le S.I.E.A.B..

*Le conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas défiscaliser
la contribution de la municipalité au budget incendie du S.I.E.A.B. pour l'année 2021.*

Point n° 4 :

Vote des taux des taxes communales 2021

Quelques explications concernant la suppression de la Taxe d'Habitation (résumé du texte du 31 mars 2021 du Ministre Délégué aux Comptes Publics)

Suite à la suppression de la Taxe d'Habitation, le taux de la Taxe Foncière départementale 2020 sur le bâti est additionné au taux de la Taxe Foncière communale 2020 sur le bâti.

La Taxe d'Habitation sur les résidences principales a été définitivement supprimée par l'article 16 de la loi de finances 2020. Pour compenser à l'euro près la perte de produit qui résulte de la suppression de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales pour les communes, la part départementale de la Taxe Foncière sur les propriétés bâties est transférée dans le budget communal. Ainsi, le taux voté par chaque commune est majoré du dernier taux (2020) voté par le Conseil Départemental, garantissant ainsi que les contribuables soient assujettis au même taux global de Taxe Foncière qu'auparavant. Par exemple, un contribuable auparavant assujetti au taux de 10% au titre de la part communal et au taux de 10% au titre de la part départementale sera, en 2021, assujetti à un taux de 20% au seul bénéfice de la commune :

« le taux de la taxe foncière communale, augmente mais cette opération est indolore ; cela n'augmente pas le montant total de vos impôts fonciers, car ce que vous donnerez en plus à votre commune (pour compenser la perte pour la commune, perte liée à la suppression de votre Taxe d'Habitation) ne sera plus à donner au département ».

Pour information : la part départementale de la Taxe Foncière transférée dans le budget communal représente une perte de produit conséquente pour les Départements ; l'Etat prévoit de compenser cette perte par une fraction de T.V.A..

Bruno RONSEAUX rappelle que les taxes communales ont été révisées à la hausse en 2020 avec l'arrivée de la nouvelle équipe municipale. Cette hausse a permis de dégager un produit annuel de 6 000 € pour la municipalité.

L'amélioration de la situation financière de notre commune (démontrée par l'excédent de clôture de la section investissement, à hauteur de 65 502,94 €) permet aujourd'hui de maintenir les taux des taxes communales sans envisager de majoration.

Le conseil municipal vote les 3 taux suivants pour l'année 2021 :

- *Taux Foncier Bâti : 40,74% (19,20% taux communal + 21,54% taux départemental)*
- *Taux Foncier Non Bâti : 35,38%*
- *Cotisation Foncière des Entreprises : 17,67%*

Vote à l'unanimité

Point n° 5 : Vote des subventions 2021

Aucune association n'a bénéficié de subvention de la part de notre commune pour l'année 2020. Le conseil municipal souhaite aider financièrement les associations locales qui en font la demande et dans lesquelles les Capelloises et les Capellois sont impliqués. L'enveloppe pouvant être consacrée à ces subventions pour les associations a été fixée à 800 €.

Bruno RONSEAUX précise que cette enveloppe ne comprend pas la subvention annuelle pour le Comité des Fêtes *Les Capellois en Fêtes* : le Comité des Fêtes de LACHAPELLE-SOUS-GEBEROY a déjà été subventionné à hauteur de 980 € pour l'année 2021 par un don effectué sur les indemnités de maire de Bruno RONSEAUX.

*Le conseil municipal devra dans un premier temps contacter les différentes associations locales afin de s'informer sur l'adhésion des habitants de notre commune en leur sein ;
il définira dans un second temps le montant de la subvention pour les associations qui en feront la demande et dans lesquelles des Capellois et Capelloises sont engagés.*

L'association « Les Bouts d'Choux » a adressé un courrier en mairie pour une demande de subvention. Cette demande est accompagnée d'un bilan détaillé de la situation financière de l'association.

*Le Conseil Municipal décide de verser la somme de 50€
à l'association « Les Bouts d'Choux » pour l'année 2021.*

Point n° 6 : vote du Budget Primitif 2021

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de la commune (du 1^{er} janvier au 31 décembre). Il a par conséquent 2 fonctions :

- 1) prévoir les recettes à encaisser et les dépenses à faire sur une année ;
- 2) autoriser juridiquement le maire, - organe exécutif de la collectivité locale -, à engager les dépenses votées par le conseil municipal.

Le Budget Primitif peut être complété par un Budget Supplémentaire en cas de nécessaire ajustement (quand le Budget Primitif n'est pas parvenu à appréhender avec toute l'exactitude souhaitée les dépenses et les recettes dans l'année, ce qui est fréquent).

Le Budget Primitif doit présenter 3 qualités incontournables ; il doit être :

- 1) **universel** ; toutes les recettes et les dépenses envisagées doivent y figurer. Les recettes ne doivent pas être affectées à des dépenses précises, elles sont envisagées dans leur globalité ;
- 2) **sincère** ; pas de surévaluation ou de sous-évaluation des recettes et des dépenses, et obligation de provisionner les risques ;
- 3) **équilibré** ; les 2 sections doivent être votées en équilibre : RECETTES = DEPENSES.

Les principaux chiffres à retenir pour le Budget Primitif 2021

Section Investissement :

- dépenses envisagées : 49 058,00 €
- recettes envisagées : 49 058,00 €

Section Fonctionnement :

- dépenses envisagées : 204 226,00 €
- recettes envisagées : 204 226,00 €

Quelques précisions (4) à apporter concernant l'élaboration de ce budget

1) Des recettes prévisionnelles « raisonnablement estimées »

Le montant prévisionnel des recettes de fonctionnement (204 226,00 €) s'appuie sur des valeurs sûres ; certaines recettes ou des dotations ont déjà été perçues depuis janvier 2021.

2) Un autofinancement plus conséquent, autorisant certains projets et investissements

L'amélioration de la situation économique de notre commune, matérialisée par l'excédent total de clôture de l'exercice 2020 de la section fonctionnement (65 502,94 €) permet d'envisager avec une relative sérénité, et sans la nécessité du recours à l'emprunt, les grands projets et travaux suivants qui vous seront présentés plus précisément en point n° 9 « *Questions et Informations diverses* » de ce procès-verbal :

- l'acquisition d'un véhicule utilitaire équipé d'une remorque pour notre nouvel adjoint technique Mathieu DOBIGNY,
- le gravillonnage de la rue de Martival,
- la réfection d'une partie de notre réseau d'éclairage public.

Le conseil municipal se réjouit de pouvoir multiplier par 3 les dépenses d'investissement envisagées pour l'année 2021 en comparaison avec ce qui avait été envisagé en 2020 (un peu plus de 16 000 € pour finalement 10 203,90 € réalisés).

3) Le jeu d'écriture de la ligne 615231 « VOIRIES »

Concernant la section *Dépenses de Fonctionnement*, la ligne 615231 « VOIRIES » (**annexe 1'**) fait apparaître un montant de 37 562 € alors que le montant des dépenses réalisées en 2020 pour cette même ligne s'élevait seulement à 397,08 €. Cet écart « colossal » s'explique : le conseil municipal n'envisage pas nécessairement des dépenses relatives à l'entretien et la réparation de voirie à la hauteur de ce que le budget fait apparaître ; il s'agit en fait d'un jeu d'écritures permettant d'équilibrer le budget en faisant correspondre au montant total des dépenses un montant de recettes équivalent. Si ce montant n'est effectivement pas intégralement dépensé en 2021 pour la ligne 615231, l'excédent dégagé entrera dans la part d'autofinancement précédemment évoquée. Cette somme prévisionnelle (permettant d'équilibrer le budget) n'a pas été répartie sur plusieurs lignes de dépenses prévisionnelles,

mais sur une seule et même ligne (en l'occurrence la ligne « VOIRIES ») afin de pouvoir être plus aisément accessible en cas d'absolue nécessité :

« il sera plus facile de modifier si nécessaire des choix de dépenses en ne touchant qu'une seule ligne plutôt que de jouer sur plusieurs lignes ; nous pouvons jouer avec les montants au sein d'un même chapitre, en l'occurrence le chapitre " D11 CHARGES A CARACTERE GENERAL " sans obligation de délibération ».

4) Une nouveauté : la ligne « DEPENSES IMPREVUES »

Le conseil municipal peut porter au budget, tant en section d'investissement qu'en section de fonctionnement, un crédit pour dépenses imprévues. Pour chacune des deux sections du budget, ce crédit ne peut être supérieur à 7,5 % des crédits correspondants aux dépenses réelles prévisionnelles de la section.

Le crédit pour dépenses imprévues est employé par le maire qui doit rendre compte, avec pièces justificatives à l'appui, de l'emploi de ce crédit. Ce crédit ne peut être employé que pour faire face à des dépenses en vue desquelles aucune dotation n'est inscrite au budget.

Ce crédit apparaît au chapitre 020 DEPENSES de la section investissement du budget prévisionnel (annexe n° 1) ; il s'élève à 2 900 € (environ 6% des dépenses prévisionnelles de la section investissement).

Le Budget Primitif 2021 est approuvé à l'unanimité.

Bruno RONSEAUX tient à remercier Erika PEROZ pour la qualité de son travail : d'une part, le Compte Administratif concorde parfaitement avec le Compte de Gestion du Trésor Public ; d'autre part, le Budget Primitif présenté à Madame MAGNIEZ, - Conseillère aux Décideurs Locaux de la Communauté de Communes de la Picardie Verte -, mardi 6 avril 2021 à LOUEUSE par l'équipe municipale (représentée par Bruno RONSEAUX accompagnée d'Erika PEROZ) a été visé sans faire l'objet d'aucune correction.

Madame MAGNIEZ a toutefois tenu à formuler quelques recommandations concernant ce budget prévisionnel, malgré la consolidation relative de notre trésorerie (« l'argent immédiatement disponible permettant de régler les factures ») :

« les projets envisagés en 2021 pour votre commune ne sont pas déraisonnables au regard de votre situation financière, mais ils réclament une bonne gestion et une observation continue de l'état de votre trésorerie ; cette surveillance est impérative pour lancer ces projets aux moments opportuns et ainsi éviter de devoir régler toutes les factures en même temps, dans la mesure où cette trésorerie n'est bien évidemment pas inépuisable. »

Point n° 7 :
**avis sur l'adhésion de la Communauté de Communes
Thelloise au Syndicat d'Energie de l'Oise (S.E. 60)**

Toutes les communes adhérentes sont sollicitées par le S.E. 60 pour émettre un avis sur cette volonté d'adhésion de la Communauté de Communes Thelloise au sein du syndicat.

*Le conseil municipal approuve à l'unanimité des voix
l'adhésion de la Communauté de Communes Thelloise au sein du S.E. 60.*

Point n° 8 :
**Projet de mise à disposition d'une partie du terrain
communal pour vente d'herbe**

Comme nous l'avons précisé dans le P.V. du dernier conseil municipal du 9 février 2021, Madame LAFLANDRE a fait part, dans un courrier daté du 8 février 2021, de son souhait de pouvoir à nouveau disposer d'une partie du terrain communal (la bande située à proximité de sa propriété, représentant approximativement 1 700 m²) pour ses activités professionnelles. Cette surface a longtemps été louée à Madame et M. LAFLANDRE (24 € / an) ; cette location a été unilatéralement interrompue en 2008.

*Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité des voix le principe d'une location d'une partie
du terrain communal pour les activités professionnelles de la Ferme du Bout du Haut.*

Dans un second temps, il sera nécessaire de contacter un office notarial afin d'obtenir des conseils pour définir le plus pertinemment possible les termes de ce contrat de location.

Bruno RONSEAUX a contacté Maître DUMARS par téléphone depuis la tenue de ce conseil municipal du 9 avril 2021 : la discussion a permis de définir les termes du contrat de location entre la municipalité et Madame LAFLANDRE concernant le terrain communal.

Vous trouverez en annexe n° 2 ce contrat signé par les 2 parties concernées :
Madame LAFLANDRE et la mairie.

Annexe n° 2 :
le contrat de location du terrain communal par Madame LAFLANDRE

Bruno RONSEAUX tient à remercier Maître DUMARS pour les précieux conseils apportés lors de cette conversation téléphonique à titre gracieux.

Point n° 9 : Gravillonnage de la RUE DE MARTINVAL

La rue de Martinval est particulièrement endommagée. Des travaux de rénovation, évoqués dans le P.V. du conseil municipal du 7 août 2020 (page 7), ont déjà été réalisés le 19 août dernier (pause d'enrobé à froid par Louis BOULENOUAR, Vivien CHEVEUX et Christian MERLIN). Malheureusement, cette rénovation ne peut être que provisoire compte tenu de l'état du revêtement de cette route.

Le montant des travaux de gravillonnage de la rue de Martinval est estimé à 13 549,78 €. Cette estimation a été réalisée par la Communauté de Communes de la Picardie Verte qui bénéficie de tarifs compétitifs, grâce au principe de mutualisation permettant des groupements de commandes pour les communes.

*Le conseil municipal accepte à l'unanimité des voix
le projet de travaux de gravillonnage de la rue de Martinval
et autorise le maire à signer la convention relative au groupement
de commandes avec la C.C.P.V. pour la réalisation de ces travaux.*

Point n° 10 : Questions et informations diverses

Un point sur les Délégations

Délégation S.I.V.O.S. (Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire) : la question du bus sur la pause méridienne

Hélène LE MAUX a assisté à la réunion du S.I.V.O.S. qui s'est tenue à SONGEONS le 9 avril 2021 (quelques heures avant ce conseil municipal).

Elle indique que le S.I.V.O.S. envisage à nouveau la suppression du bus scolaire de la pause méridienne. Ce sujet « *serpent de mer* » a déjà été mentionné dans les P.V. des conseils municipaux du 7 août 2020 (page 5) et 9 octobre 2020 (page 19). L'un des arguments principaux avancé pour appuyer ce projet est le transfert du personnel accompagnant les enfants dans le bus vers le service de restauration, autorisant ainsi un taux d'encadrement plus conséquent à la cantine.

Un questionnaire sera prochainement adressé aux familles concernées pour connaître leur positionnement concernant ce projet de suppression. L'équipe municipale apportera une grande vigilance à ce questionnaire qui devra présenter avec objectivité les arguments en faveur, mais également en défaveurs de la suppression de ce bus.

D'autre part le S.I.V.O.S. nous a informés le 19 avril dernier que le solde de la participation pour notre commune s'élevait à 14 795,48 €. L'équipe municipale souhaite que le règlement de ce solde soit réalisé en plusieurs fois (3 fois si possible), comme cela avait été demandé et accordé l'an passé, afin de fragiliser le moins possible notre trésorerie.

Le compte-rendu du conseil du S.I.V.O.S. du 9 avril 2021 est consultable en mairie sur les horaires de permanence.

Délégation Défense : le nécessaire rapprochement entre les élus locaux et la Gendarmerie Nationale

Mardi 9 mars 2021, Bruno RONSEAUX a assisté à l'intervention de Monsieur LE CARO, Chef d'Escadron de la Gendarmerie Nationale de BEAUVAIS. Cette intervention avait pour objectifs principaux :

- l'organisation d'une rencontre associant la Gendarmerie et les élus locaux afin de « renouer les liens » et améliorer l'offre de sécurité sur le territoire de la C.C.P.V., dans le cadre du Dispositif de Consultation et d'Amélioration du Service (D.C.A.S.) ;
- la présentation d'un projet de Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (C.L.S.P.D.) pour la C.C.P.V..

Lors de cette rencontre, le constat d'un manque abyssal de liens entre les élus locaux et la Gendarmerie Nationale a été unanimement partagé par les maires et les gendarmes présents.

Bruno RONSEAUX a tenu à faire part de sa déception et de son amertume concernant plus particulièrement le dispositif Voisins Vigilants :

« La Gendarmerie est venue à la rencontre des communes pour expliquer tout l'intérêt que nous pouvions trouver en intégrant ce dispositif. On nous a promis un suivi régulier, avec une réunion- bilan annuelle permettant aux élus locaux, aux habitants référents du dispositif et aux gendarmes de se rencontrer et de travailler régulièrement ensemble. Depuis plusieurs années que nous sommes commune Voisins Vigilants, comme toute les communes autour de nous d'ailleurs, nous ne voyons plus de gendarme, jamais la Gendarmerie n'est venue à notre rencontre pour faire le point. Le service après-vente n'est pas du tout assuré, c'est le moins que l'on puisse dire ! On pourrait même croire que l'adhésion massive des communes à ce type de dispositif est un objectif recherché pour justifier la réduction des effectifs de Gendarmerie sur le territoire national ; il s'agit sans doute d'une coïncidence, mais c'est au moment où l'on demande aux communes d'intégrer ce dispositif (ce n'est pas une intégration à la demande des communes, mais bel et bien une initiative de la Gendarmerie qui incite les communes à adhérer à ce projet) que le maillage du territoire national devient plus laxo, avec des capacités d'interventions des gendarmeries passant officiellement de 15 minutes à 30 minutes en cas de déplacement. On voit sans doute ici les limites du principe des regroupements de

gendarmeries. Dans cette logique de réduction des services publics en zones rurales, j'attends avec impatience les dispositifs « Postiers Vigilants » (des habitants chargés de distribuer le courrier), et « Professeurs des Ecoles Vigilants » (des villageois assurant de leur mieux l'instruction de nos jeunes sur les espaces communaux). »

Le Commandant LE CARO a reconnu sans aucune difficulté que la Gendarmerie avait sans aucun doute un peu *« perdu le cœur de ses missions principales »* : le travail de terrain, le renseignement, la proximité avec la population et les élus locaux. Il a annoncé que les 4 brigades implantées sur le territoire de la C.C.P.V. prendraient prochainement contact avec les maires des communes concernées pour une première rencontre et un premier état des lieux entre élus locaux et gendarmes référents :

« Je comprends la déception liée à l'absence d'un véritable suivi des dispositifs « Voisins Vigilants » ou « Participation Citoyenne ». Vous êtes, vous les maires, en demande de contacts avec les gendarmeries ; mais les gendarmeries sont aussi en demande par rapport à vous : nous avons besoin de connaître vos besoins. Les liens doivent se nouer dans les 2 sens ; vous n'êtes pas obligés d'attendre que l'on vienne vous voir pour nous solliciter. »

Cette réunion a fait l'objet d'un article de presse dans le journal *Le Bonhomme Picard* du 17 mars 2021.

Annexe 3 :

l'article de presse du *Bonhomme Picard* du 17 mars 2021

« Rencontre maires-gendarmes : les élus réclament davantage de communication »

A l'issue de cette réunion, une première rencontre avec les gendarmes référents de la brigade de SONGEONS (pour notre commune) a été programmée en mairie le 27 mars 2021.

Cette rencontre a bien évidemment déjà eu lieu depuis la rédaction de ce P.V., une rencontre au cours de laquelle les problématiques de sécurité *au sens large du terme* ont été évoquées. Des échanges à échéances régulières sont envisagés avec notre binôme « gendarmes référents », au rythme de 2 à 3 rencontres annuelles. Affaire à suivre...

Délégation S.I.E.A.B.

Une réunion du S.I.E.A.B. s'est tenue le 3 mars 2021. Malheureusement, Bruno RONSEAU ne pouvait se rendre à cette réunion dans la mesure où il était convoqué pour représenter la commune pour le projet d'agrandissement de la déchetterie de GREMEVILLERS, un projet porté par la C.C.P.V. et présenté dans le P.V. du conseil municipal du 9 février 2021 (page 11). Guillaume LOISEL-DUBOPERTUS, délégué suppléant, ne pouvait également se rendre à cette réunion compte tenu de ses obligations professionnelles.

Le compte-rendu de cette réunion du S.I.A.E.B. est consultable en mairie, sur les horaires de permanence.

Délégation Centre Social de SONGEONS

Vendredi 19 mars 2021, Christian MERLIN a participé à la réunion de présentation du dispositif *MONA LISA* au Centre Social Rural de SONGEONS. Ce dispositif a pour objectif de lutter contre l'isolement de nos aînés (qui ont reçu dans leur boîte aux lettres une documentation accompagnée d'une note explicative provenant de la plume inspirée de Christian).

Un point sur les Commissions

Commission Patrimoine et Chemins

Cette commission s'est réunie dimanche 18 avril 2021 en présence de Louis BOULENOUAR, Mathieu DOBIGNY (notre nouvel adjoint technique), Guillaume LOISEL-DUBOSPERTUS (Vice-Président), Hélène LE MAUX, Christian MERLIN et Bruno RONSEAU.

Les habitants de la commune disposant d'une adresse mail ont déjà été destinataires du compte-rendu de cette réunion, un compte-rendu que vous retrouverez toutefois en annexe 4 de ce P.V..

Annexe 4 :

le compte-rendu de la réunion

de la Commission Patrimoine et Chemins du 18 avril 2021

Quelques nouvelles de certains projets évoqués dans ce compte-rendu :

- **l'hôtel à insectes** est déjà construit ; l'équipe municipale tient à remercier Christian MERLIN pour cette belle réalisation. Cet hôtel « *4 étoiles* » sera prochainement installé sur le terrain communal pour une **inauguration prévue le 22 mai 2021**, en présence des Capelloises et Capellois intéressé(e)s qui pourront peut-être profiter de cet événement pour récupérer des graines nectarifères (permettant de développer les zones pour les pollinisateurs) offertes par la municipalité, en partenariat avec l'association *Agir pour l'Environnement*, dans le cadre de la **Journée Internationale de la Diversité Biologique** (une initiative de Hélène LE MAUX que le conseil municipal tient à saluer). Nous vous tiendrons informés de l'organisation de cet événement par courrier dans votre boîte aux lettres, en espérant que le contexte sanitaire n'interdira pas ce temps convivial ;
- les **15 nichoirs à mésanges** (le prédateur naturel principal des chenilles processionnaires, un sujet sur lequel nous reviendrons dans ce P.V.) ont été réceptionnés et sont en cours de montage grâce à notre nouvel adjoint technique Mathieu DOBIGNY. Ce travail réalisé sur la pause méridienne permet de laisser la tondeuse communale au repos de 12h00 à 14h00. Nous espérons que la préservation

de cette quiétude est appréciée à sa juste valeur (un sujet sur lequel nous reviendrons en page 24 de ce P.V.).

Commission Communication et Information : ouverture officielle du site internet de la mairie

Le site internet de la mairie est (enfin) officiellement ouvert ! Cette ouverture a longtemps été retardée par des contraintes réglementaires évoquées dans les P.V. des précédents conseils municipaux.

Les 3 dernières étapes autorisant l'officialisation du site étaient :

- l'acquisition annuelle d'un certificat SSL assurant la protection des données sensibles ;
- l'abonnement annuel à l'espace d'administration qui gère notre site ;
- l'acquisition annuelle d'un nom de domaine (le nom de notre site) :

www.lachapelle-sous-gerberoy.com

Le coût annuel du site internet (une dépense autorisant le maintien de l'ouverture du site dans le respect des règles liées aux activités numériques et à la protection des données informatiques pour une collectivité territoriale) avoisine les 150 € ; ce coût sera supporté chaque année par les indemnités de Bruno RONSEaux.

Bruno RONSEaux tient une nouvelle fois à remercier chaleureusement :

- les membres de la Commission Communication et Information, - Noëlli LEROY, Vice-Présidente, Elodie BATICLE et Hélène LE MAUX -, pour leur remarquable implication dans ce projet,
- et Angélique qui a grandement contribué à l'élaboration de ce site internet dès qu'elle a pris connaissance de l'existence de ce projet !

N'hésitez pas à nous faire part de vos impressions et de vos suggestions après avoir découvert ce site... nécessairement appelé à constamment évoluer au fil de l'actualité.

**Achat d'un véhicule utilitaire équipé d'une remorque
pour le service technique**

Le Conseil Départemental a confirmé l'attribution d'une subvention à hauteur de 39% du montant hors taxe de cet achat : 5 820 € d'aides pour un achat d'un montant maximal de 14 941,27 € HT (13 443,44 € HT pour le véhicule et 1497,83 € HT pour la remorque).

Des aides de l'Etat uniquement pour un utilitaire « propre », électrique ou hybride : une solution non envisagée par l'équipe municipale

Nous avons été informés par la Préfecture de l'Oise que l'Etat ne subventionnait pas l'achat de véhicules dit « non propres » pour les communes : seuls les véhicules électriques ou hybrides sont éventuellement éligibles aux subventions de l'Etat au titre de la D.E.T.R. (Dotation Equipements des Territoires Ruraux), à hauteur maximale de 25% pour notre commune (environ 3 700 € pour notre projet si cette aide nous était accordée).

L'acquisition d'un véhicule électrique nous apparaît peu pertinente pour plusieurs raisons :

- ce véhicule utilitaire est amené à parcourir entre 2 000 et 3 000 kilomètres par an ; un véhicule électrique n'est pas adapté à un si faible usage ;
- d'autre part, le coût d'achat d'un véhicule électrique est bien plus important que celui d'un véhicule « classique » (essence ou diesel). Le conseil municipal ne souhaite pas acquérir un véhicule électrique ou hybride, même si les subventions envisageables pourraient être plus conséquentes pour ce type d'achat, dans la mesure où « *le reste à payer* » serait trop important au regard des finances de la municipalité.

La solution « véhicule éthanol » ?

Une solution alternative pourrait être envisagée pour obtenir d'autres aides de l'Etat afin de subventionner notre projet : acheter un véhicule équipé d'un boîtier éthanol.

Le coût d'installation de ce boîtier avoisine les 1 000 € ; mais il pourrait s'avérer économiquement intéressant de dépenser cette somme de 1 000 € si cet investissement permet d'obtenir plus de 3 000 € d'aides. D'autre part, l'achat d'un véhicule utilitaire roulant à l'éthanol est conforme au souci de préservation de l'environnement de la nouvelle équipe municipale.

Un véhicule éthanol ne peut pas prétendre aux aides D.E.T.R., mais peut éventuellement être éligible aux aides de la D.S.I.L. - Dotation de Soutien à l'Investissement Local (autour de 25 % du coût de l'achat HT dans le meilleur des cas pour notre commune), comme nous l'a indiqué le Sénateur M. Olivier PACCAUD lors de sa venue dans notre mairie vendredi 16 avril 2021.

L'équipe municipale est pleinement consciente de la nécessité du remplacement du tracteur communal par ce véhicule utilitaire dans les semaines ou les mois à venir : elle envisage désormais d'acheter un véhicule essence d'occasion (la subvention du Conseil Départemental est acquise sur un véhicule neuf comme sur un véhicule d'occasion) qui pourrait par la suite être équipé d'un boîtier éthanol si les aides D.S.I.L. sont accordées pour ce type d'achat.

Nous vous tiendrons bien évidemment informés de l'évolution de ce dossier.

Voirie

Radar sur la Route Départementale 930

Lundi 22 mars 2021, Monsieur LOOF, Technicien Supérieur en Chef de la Direction Départementale des Territoires, en charge de l'installation des radars pour la Préfecture de l'Oise, est venu à notre rencontre pour définir le futur lieu d'implantation d'un radar tourelle. L'emplacement retenu se situe en face de la mairie, côté impair, devant la propriété de Madame et M. CARVALHAL.

Une étude a également été menée pour définir les lieux d'implantation les plus pertinents pour les 2 panneaux de signalisation indiquant la présence de ce radar dans la commune, pour les véhicules venant du carrefour de SONGEONS et pour ceux venant de GOURNAY-EN-BRAY.

Ce radar pourrait être installé avant la fin de l'année 2021, en espérant que les Capelloises et Capellois que nous sommes ne serons pas les premiers à solliciter les talents de ce nouveau et onéreux photographe !

Nid de poule de la rue du Bout du Haut

Ce nid de poule à l'intersection de la Route Départementale 930 et de la rue du bout du haut a été signalé une première fois par Monsieur LEGROS (voir P.V. du conseil municipal du 15 décembre 2020, page 13).

Malheureusement, la déformation de la chaussée à cet endroit est récurrente malgré la pause d'enrobé à froid réalisé le 17 novembre dernier par notre ancien adjoint technique Philippe LOTTIN aidé de Christian MERLIN.

Les travaux de réparation à envisager pourrait être de la responsabilité de la société VEOLIA dans la mesure où cette déformation de la chaussée est apparue après la réalisation de travaux sur le réseau d'eau à cet endroit précis, des travaux réalisés par cette même société.

Bruno RONSEAUX a contacté M.VANDEPUTTE, notre interlocuteur pour VEOLIA, afin de savoir si le coût de ces réparations est imputable à sa société. M VANDEPUTE s'est engagé à venir prochainement sur place pour étudier la situation. Une affaire à suivre...

Travaux d'écoulement des eaux, RUE DES MAURES

Nos 2 demandes de subventions sont malheureusement toujours sans réponse (Département et Etat-D.E.T.R.).

M. Gérard DECORDE, Conseiller Départemental de notre canton, a été contacté par téléphone le 16 avril 2021 ; il a indiqué qu'il reviendrait prochainement vers nous pour nous apporter une réponse relative à notre demande de subvention-.

Madame Agnès THILL, Députée de notre circonscription, reçue en mairie le 16 avril 2021, nous a indiqué qu'elle reviendrait également vers nous pour nous apporter des précisions relatives à notre demande D.E.T.R. dans ce dossier.

Pour information : Madame Agnès THILL fait partie de la Commission d'Attribution de la D.E.T.R. et de la D.S.I.L., avec le Sénateur M. Olivier PACCAUD. Cette Commission est présidée par Madame Corinne ORZECOWSKI, Préfète de l'Oise.

Malheureusement, ces travaux ne pourront pas débuter tant que nous ne connaissons pas le montant des aides éventuellement accordées par le Conseil Départemental et par l'Etat.

Travaux de réparation de la mare de la RUE DU PUIITS

Pour rappel, le muret de la mare a été violemment percuté le 21 août 2020 par un véhicule dont le conducteur et les passagers ont pris la fuite.

- Les travaux de réparation (*Entreprise Générale de Maçonnerie Philippe FOLASTRE* pour le muret, et *Serv'Oise* pour les panneaux de clôture) sont achevés.
- Les factures acquittées seront transmises à notre assurance *GROUPAMA*.
- Le coût total de ces travaux s'élève à 1 107,60 € (696,00 € pour la maçonnerie et 411.60 € pour les panneaux).

La gendarmerie de FORMERIE en charge de ce dossier (une plainte a été déposée) a été contactée vendredi 9 avril 2021 : « *l'affaire semble avancer* » dans la mesure où le dossier a été transmis au Procureur de la République et sera prochainement jugée. Cette étape peut laisser supposer que l'identification de l'auteur du préjudice est sur le point d'être établie ; nous n'avons pas pu en savoir davantage, le dossier étant en cours d'instruction.

Nous espérons bien évidemment que l'identification de l'auteur des faits pourra être établie avec certitude afin d'éviter à la commune de devoir régler le montant de la franchise de l'assurance (100 €) pour ces réparations.

Eclairage public

Une rencontre avec M. FOUACHE du Syndicat d'Énergie S.E.60 a eu lieu vendredi 2 avril 2021 à la mairie, en présence de Christian MERLIN et de Bruno RONSEAU, afin de faire un point sur l'état préoccupant de notre réseau d'éclairage public.

Le rapport de l'inventaire d'Eclairage Public de la commune, réalisé en avril 2015, apporte des informations nécessitant une réelle vigilance de la part de l'équipe municipale.

Notre réseau d'éclairage se compose de **3 armoires de commandes** (carrefour RD 930 rue du Bout du Haut / rue de la Motte / BALLEUX) et de **64 points lumineux** ;

- 32 points lumineux sur les 64 existants sont à revoir, 9 de ces points pouvant mettre en danger la vie d'autrui ;
- notre consommation énergétique (2015) est de 15,80 € / habitant / an ; elle est supérieure à la moyenne départementale (2015) de 9,30 € / habitant / an ;
- coût de l'éclairage public en 2020 : 4 630,89 € : 2 878,89 € pour la consommation électrique et 1752 € de travaux de maintenance.

Deux types de lampes composent le parc de la commune :

- le ballon fluorescent éclat blanc crémeux ; il s'agit d'une lampe à vapeur de mercure, non réglementaire et non commercialisée de nos jours ; nous retrouvons ce système dans la rue de l'Eglise, la rue du Bout du Haut et la rue de Martival ;
- les lampes sodium haute pression lumière jaune orangée ; elles éclairent les rues de la Mairie, de la Motte et le hameau de Balleux.

Ces deux types de lampes sont énergivores et les ballons fluorescents ne sont plus disponibles et ne peuvent plus être remplacés.

Notre réseau d'éclairage public se décompose en 3 secteurs distincts :

- rues de l'Eglise, du Bout du Haut et de Martival : 26 points lumineux. Ces points sont prioritaires compte tenu des équipements non réglementaires qui les composent (lampes à vapeur de mercure) ;
- rue de la Mairie et BALLEUX : 26 points lumineux ;
- rue de la Motte : il s'agit du réseau le plus récent, datant tout de même de 1994, équipé de lanternes de style ; ce réseau est composé de 12 points lumineux.

Les conclusions de ce rapport :

- *les temps d'éclairage sur la commune ne sont pas optimisés, les types de sources installées sont énergivores, obsolètes et coûteuses sur le plan de la maintenance car difficilement disponibles aujourd'hui sur le marché ;*
- *la mise en place dans les armoires d'un système d'horloge astronomique (200 €) doté d'un calculateur préenregistré (permettant de définir les périodes de fonctionnement et l'intensité de l'éclairage public) autoriserait un allumage suivant les horaires de lever et coucher du soleil générant une économie de 192€ / an.*

A la lecture de ce rapport, l'équipe municipale estime que la rénovation progressive du réseau d'éclairage public de la commune est inéluctable.
--

Ces travaux sont économiquement envisageables pour les raisons suivantes : le S.E. 60 perçoit

la Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (T.C.F.E.) que chacun d'entre nous peut voir sur sa facture, ce qui permet au syndicat de subventionner sans difficulté les travaux de renouvellement de points lumineux et de modernisation des armoires de commandes pour les communes adhérentes. De plus, le S.E. 60 autorise un étalement de la dépense sur 2 années.

Dans notre cas, 3 tranches de travaux seraient envisagées, correspondant aux 3 secteurs présentés ci-dessus. Le coût de ces travaux pourrait ainsi être étalé sur 6 années.

Quels travaux envisager en premier ?

Le coût du remplacement d'une crosse et d'une lanterne équipée d'ampoule LED est d'environ 300 € l'unité ; les 26 points lumineux des rues de l'Eglise, du Bout du Haut et de Martinval étant prioritaires, le coût de cette première tranche de travaux s'élèverait à :

300 € x 26 points lumineux = 7 800 €, auxquels s'ajoutent 200 € d'horloge, soit un total de 8 000 €, étalés sur 2 années, toutes aides et subventions déduites (le S.E. 60 récupère ces aides et ne facture aux communes que la partie devant être prise en charge sur leur budget).

Les lanternes de style actuelles de la rue de la Motte ne s'adaptent pas à un équipement d'ampoules LED ; leur changement intégral sera par conséquent nécessaire. Le coût unitaire est d'environ 400 € pour ce type de lanterne.

Les travaux réalisés par le S.E. 60 sont garantis 5 ans, ce qui permet de surseoir la maintenance pendant cette période.

Le coût total de la rénovation intégrale de notre réseau d'éclairage public devrait avoisiner les 20 000 €, un coût pouvant être réparti sur 6 années (6 X 3 500 € très approximativement).

Le S.E. 60 doit nous fournir prochainement un chiffrage de ces travaux.

Christian MERLIN espère que ces informations vous apporteront « *un bon éclairage* » sur la situation.

Commission Communale des Impôts Directs

Cette commission, dont le rôle est consultatif, s'est réunie mardi 23 mars 2021 afin d'examiner une liste de propriétés bâties situées sur la commune, à la demande du Directeur Départemental des Finances Publiques.

Etaient présents lors de cette réunion organisée à la mairie : Angéline DUBOS, Hélène LE MAUX, Vivien CHEVEUX, Daniel FELZ, Eddy POYER, Bruno RONSEAUX et notre secrétaire de mairie Erika PEROZ.

Bruno RONSEAUX tient à remercier les Capelloises et Capellois qui ont pu se libérer pour participer à cette réunion.

Projet éolien

Lundi 29 mars 2021, M. BASTIAN, Président de la société *Vent Collectif*, a de nouveau contacté Bruno RONSEAUX pour l'informer que le développeur du projet, basé à MONTPELLIER, était finalement intéressé par le territoire de notre commune pour l'implantation d'éoliennes, malgré la proximité de GERBEROY :

« Au départ, mon développeur était réticent, comme je vous l'avais dit lors de notre dernière conversation téléphonique. Mais finalement, ils se sont renseignés, et le village de GERBEROY ne serait pas forcément un élément bloquant dans ce dossier. Je tiens juste à vous informer qu'ils sont finalement prêts à nous suivre et à vous suivre si vous avez un projet éolien. »

Bruno RONSEAUX estime que cette « *volte-face* » est pour le moins surprenante dans la mesure où elle intervient dans un délai très court, rendant ce projet « *émotionnellement instable* » :

« En quelques semaines, Vent Collectif et le développeur montpelliérain passent de l'enthousiasme à la méfiance, puis du scepticisme à l'engouement ».

Comme vous le savez, l'équipe municipale est partagée sur le sujet et souhaite se tourner vers les Capelloises et les Capellois avant de délibérer en faveur ou défaveur d'un projet éolien sur le territoire de la commune.

Cette consultation sera prochainement organisée dans le village : vous recevrez un courrier dans votre boîte aux lettres vous demandant de vous exprimer sur ce sujet ; à ce courrier sera jointe la présentation des arguments à charge et à décharge débattus en conseil municipal.

Nous ne pouvons malheureusement pas organiser de réunion publique prochainement sur ce sujet compte tenu du contexte sanitaire. Nous espérons que vous serez nombreux à répondre à cette consultation.

Bruno RONSEAUX tient à souligner la relative hypocrisie qui entoure ce sujet de l'éolien :

« Je ne suis pas contre l'installation d'éoliennes sur le territoire de la commune, mais je trouve cela fou que l'on puisse décider d'un tel projet sans devoir consulter les communes alentours.

Aujourd'hui, beaucoup de communes parlent de saturation du paysage avec des installations anarchiques, mais certains conseils municipaux, désormais défavorables à toute implantation, semblent oublier qu'ils profitent depuis plusieurs années de la manne financière que ces installations qu'ils ont eux-mêmes souhaitées leur procurent : 1 éolienne, c'est en gros 10 000 € de rente annuelle pour la commune à l'initiative du projet, si j'ai bien compris.

Des conseils municipaux ont pu se prononcer en faveur de l'installation d'éoliennes... en périphérie de leur territoire ; finalement, dans ce cas-là, ce ne sont pas toujours les habitants du territoire qui subissent le plus les éventuels inconvénients du projet communal !

Le pire pour moi, c'est quand des éoliennes sont installées sur un domaine privé parce qu'un propriétaire a donné son accord sans aucune consultation des populations environnantes ; dans ce cas précis, les mairies ne retouchent rien, et les retombées économiques sont exclusivement pour le propriétaire... qui habite rarement au pied de son éolienne !

Parfois, ce même propriétaire est... un élu local (un comble non ?).

Des propriétaires terriens de notre commune ont déjà été sollicités par des développeurs de projets éoliens : il suffit de se rendre aux réunions publiques portant sur le sujet pour le savoir. J'espère sincèrement que ces sollicitations n'aboutiront pas car ***ce qui reste légal serait en revanche immoral*** : notre commune peut en effet dire non à un projet éolien sans pour autant avoir la garantie qu'aucune éolienne ne poussera sur le territoire ; les développeurs peuvent prendre contact directement avec les propriétaires terriens en court-circuitant les mairies. Au final, c'est la Préfecture qui donne son accord sans devoir nécessairement tenir compte de l'avis de la municipalité, et c'est parfois ce qui arrive.

Le mérite de Vent Collectif est au moins de passer par les conseils municipaux pour développer leur activité.

Ma seule et unique crainte est par conséquent la suivante si nous refusons un projet éolien (un projet que nous n'avions de toute façon pas envisagé avant les élections, nous n'avions pas de projet éolien dans notre programme) : voir une éolienne pousser sur le territoire contre notre volonté et sans que nous puissions nous y opposer. »

Le sujet de l'éolien était également sur la table des discussions lors du Conseil Communautaire mercredi 14 avril 2021 à FEUQUIERES :

- une motion s'opposant à l'implantation d'éoliennes sans tenir compte de la position des équipes municipales a été votée ;
- contrairement à ce que dit l'article de presse du *Bonhomme Picard* du 21 avril 2021 ([voir annexe 5](#)), cette motion ne s'oppose pas à l'éolien, mais demande que ce développement anarchique des implantations cesse, avec une prise en considération des avis des municipalités ;
- Bruno ,RONSEAUX a fait part de sa position (qui vous est présentée ci-dessus) lors de ce conseil communautaire.

Annexe 5 :

l'article de presse du Bonhomme Picard du 21 avril 2021

« Implanter de nouvelles éoliennes »

Communauté de Communes de la Picardie Verte :
« projets et sujets concernant de près ou de loin notre commune »

« La mission THERAIN » : projet touristique incluant LACHAPELLE-SOUS-GERBEROY

Bruno RONSEAUX a sollicité la Présidente de la C.C.P.V. Madame Fabienne CUVELIER lors de la réunion du Conseil Communautaire du 14 avril 2021, afin de connaître les avancées de ce projet touristique.

M. Patrick VERBEKE, Vice-Président de la Commission *Culture et Tourisme*, a apporté les éléments de réponse suivants :

« Le projet est toujours d'actualité mais il avance vraiment doucement ; on ne veut brusquer personne car on sait que certains propriétaires sont inquiets, on veut avancer ensemble. Pour l'instant, on parle d'une première action sur SONGEONS, un petit spot qui concernerait le Centre Social Rural et la Maison Familiale et Rurale. »

Madame CUVELIER et M. VERBEKE ajoutent qu'une réunion consacrée à ce sujet devrait être prochainement organisée avec les acteurs et les élus locaux concernés.

Présence de chenilles processionnaires du chêne sur le territoire

Lors de ce même Conseil Communautaire, Bruno RONSEAUX a interpellé l'ensemble des élus présents afin de savoir si cette présence de chenilles avait été constatée dans d'autres communes.

Madame BELLIARD, maire d'ESCAMES, et M. FERRY, maire de VILLERS-SUR-BONNIERE, se sont manifestés en indiquant que cette présence avait été constatée par le passé. Les actions curatives et préventives efficaces alors déployées ont été les mêmes que celles exposées par Madame CAZAU qui nous a alertés sur ce problème (voir P.V. du conseil municipal du 9 février 2021, page 18).

Le Conseil Communautaire, par le biais de sa Présidente, indique qu'il sera particulièrement vigilant sur ce sujet si cette présence de chenilles processionnaires du chêne se confirme dans les semaines à venir sur le territoire de la C.C.P.V..

Après avoir été sollicitée par Madame CAZAU, Madame Margot DEGEZELLE, *Responsable Préservation du Patrimoine Naturel - Gestion des Risques, Hygiène et Sécurité* pour la Région des HAUTS-DE-FRANCE, devait venir sur notre commune le 21 avril 2021 afin de :

- établir un diagnostic relatif à la présence de ces chenilles sur notre commune,
- alerter les services compétents de la Région HAUTS-DE-France pour définir une stratégie de prévention et d'action contre cette possible invasion.

Cette rencontre a malheureusement été reporté à une date ultérieure.

Madame DEGEZELLE contactera prochainement la mairie pour fixer un nouveau rendez-vous.

L'équipe municipale tient à remercier Madame CAZAU pour les informations apportées et les démarches entreprises, permettant aujourd'hui de sensibiliser la population à ce problème de chenilles processionnaires du chêne.

Patrimoine et culture :

notre église sur grand écran !

Le film « *Qui tua la Diva ?* » a été projeté dimanche 28 mars 2021 sur le site www.onfaitnotrecinema.fr.

Le public, guidé par un maître de cérémonie, tente de débusquer l'assassin de la diva ; un Cluedo géant, diffusé en direct, avec flash-backs pré-tournés, dans lequel le spectateur est également acteur à part entière. Les choix du public font avancer l'enquête tout au long de la diffusion. Le concept est pensé comme un jeu fédérateur pour le public des salles de cinéma qui vivent des temps difficiles.

Ce film, réalisé par le metteur en scène Maxime MOTTE, a été tourné sur le territoire de la C.C.P.V. Certaines scènes ont été réalisées dans l'église Notre-Dame de LACHAPELLE-SOUS-GERBEROY.

Projet de restauration de l'église Notre-Dame : rencontre avec M. COLLET

M. Frédéric COLLET, responsable « *Sauvegarde du Patrimoine* » au Conseil Départemental de l'OISE, est venu à notre rencontre, lundi 26 avril 2021, à notre demande.

Etaient présents à cette réunion en mairie : Hélène LE MAUX, Guillaume LOISEL-DUBOSPERTUS, Christian MERLIN et Bruno RONSEAUX.

Cette rencontre était exclusivement consacrée au projet de restauration de l'église de LACHAPELLE-SOUS-GERBEROY ; ce sujet a déjà été présenté dans le P.V. du conseil municipal du 15 décembre 2020 (pages 11, 12 et 13).

M. GILBERT, ancien architecte particulièrement expérimenté, spécialisé dans la restauration des bâtiments classés, et fin connaisseur de ces dossiers, était également présent à distance (par téléphone) lors de cette réunion, à la demande de M. COLLET.

De précieuses informations nous ont été apportées, permettant de consolider ce projet de restauration ; Messieurs COLLET et GILBERT nous ont indiqué les démarches à effectuer et les étapes à respecter pour pouvoir envisager un projet de restauration raisonnable, c'est-à-dire finançable pour une commune de notre dimension avec un budget modeste comme le nôtre.

Nous remercions M. GILBERT et M. COLLET pour l'évident intérêt qu'ils manifestent pour nos intentions, et pour la bienveillance dont ils font preuve à notre égard en souhaitant nous accompagner dans la réalisation de ce projet.

Une Saison, un Animal

La 4^{ème} exposition photographique de M. Alain LEGENDRE est en place dans le hall d'entrée de votre mairie : le Pinson des Arbres et le Chardonneret Élégant sont à l'honneur de cette exposition illustrant l'arrivée du printemps.

Don au Comité des Fêtes *Les Capellois en Fête*

M. Denis IBERT souhaite acquérir 2 traverses de chemin de fer stockées dans le parc de la mairie ; il accepterait en échange d'effectuer un don de 30 € au Comité des Fêtes *Les Capellois en Fête*.

Le Conseil municipal répond favorablement et unanimement à cette requête.

M. Ibert a effectué ce don de 30 € lundi 12 avril 2021.

Mathieu DOBIGNY, nouvel adjoint technique pour la commune

Mathieu DOBIGNY, notre nouvel adjoint technique, a pris ses fonctions lundi 12 avril.

Il a dû « rattraper » plus d'un mois et demi de travail avec le départ de Philippe LOTTIN en mars dernier ; « *les espaces verts n'ont pas attendu son arrivée pour continuer à pousser* ». Cette situation justifie le fait que nous l'ayons autorisé provisoirement à déroger « à la marge » aux horaires de tonte préconisés dans le bulletin municipal (8h00 - 12h00 / 14h00 - 19h30).

Nous vous remercions pour votre tolérance et votre compréhension, démonstration de la légendaire bienveillance des Capelloises et Capellois.

Les horaires de travail de notre nouveau cantonnier :

3 jours/semaine du 1^{er} avril au 30 septembre :
lundi, mardi et vendredi, 8h00 - 12h00 / 13h00 - 16h00

2 jours/semaine du 1^{er} octobre au 31 mars :
lundi et vendredi, 8h00 - 12h00 / 13h00 - 16h00

Nous souhaitons à Mathieu la bienvenue dans notre village, et nous le remercions pour son implication, ses initiatives et l'évident intérêt qu'il manifeste depuis son arrivée pour l'embellissement de notre village et la préservation de notre environnement.

Bruno RONSEAUX tient à remercier Christian MERLIN et Guillaume LOISEL-DUBOSPERTUS pour leur implication lors des entretiens d'embauche réalisés au cours du mois de mars avec les 5 candidats au poste d'Adjoint Technique pour notre commune.

Vous trouverez en annexe n° 6 l'article de presse du journal *L'Eclaireur-La Dépêche* du 20 avril 2021 consacré à l'arrivée de notre nouveau cantonnier dans notre commune.

Annexe 6 :
l'article de presse de *L'Eclaireur - La Dépêche* du 20 avril 2021
« Mathieu DOBIGNY est le nouvel agent technique de la commune »

Pot de départ de Philippe LOTTIN

Le pot de départ de notre ancien adjoint technique Philippe LOTTIN était initialement prévu samedi 17 avril 2021. Le récent durcissement des règles de distanciation physique dans le contexte sanitaire que nous connaissons a imposé le report de cette cérémonie, un report d'autant plus pertinent que certains habitants de notre commune nous ont fait part de leur souhait d'assister à cet évènement.

Par conséquent, nous fixerons la date de ce pot de départ dès que nous serons sortis de ce contexte sanitaire, afin de permettre à toutes celles et tous ceux qui le souhaitent de venir saluer officiellement le départ en retraite de notre ancien cantonnier.

Un cadeau a déjà été acheté pour Philippe LOTTIN au nom de l'équipe municipale.

Une enveloppe est toutefois à votre disposition à la mairie ; vous pouvez si vous le souhaitez mettre votre participation dans cette enveloppe que nous remettrons à Philippe le jour opportun.

Vous pouvez également mettre un petit mot sur une carte également disponible en mairie.

Elections Départementales et régionales des 20 et 27 juin 2021

Les prochaines élections départementales et régionales auront lieu les 20 et 27 juin 2021 (décalage d'une semaine par rapport aux dates initiales).

Bruno RONSEAUX regrette le maintien de ces élections dans un contexte sanitaire qui complique particulièrement la logistique des petites communes comme la nôtre : nécessité de mettre en place 2 bureaux de vote (départementales d'un côté, régionales de l'autre), de disposer de 2 urnes et de 2 isolements (sera-t-on véritablement subventionné pour s'en procurer ?), « *le tout* » dans un espace relativement confiné si la mairie est le lieu retenu pour ces élections (ce qui devrait être le cas par la force des choses).

Ces regrets ont été transmis en Préfecture « *uniquement pour le principe, mais bien évidemment sans aucune illusion* ».

L'autre difficulté réside dans le nombre d'assesseurs nécessaires à trouver :

2 bureaux de vote ouverts de 8h00 à 18h00, cela signifie 8 assesseurs par bureau sur des créneaux de 2h30, soit **16 assesseurs au total pour la tenue des 2 bureaux !**

Il sera par conséquent nécessaire de trouver des assesseurs parmi les habitantes et habitants du village (11 conseillers municipaux étant un nombre insuffisant pour assurer la tenue de ces élections).

Ces assesseurs devront être :

- soit vaccinés contre la CoViD,
- soit immunisés,
- ou en possession d'un test de dépistage négatif de moins de 48 heures avant la tenue du bureau de vote.

Vous pouvez dès à présent vous manifester si vous souhaitez aider

la municipalité en participant à ces élections en tant qu'assesseur.

L'équipe municipale remercie d'avance les indispensables bonnes volontés qui autoriseront la tenue de ces élections.

Pacte de Solidarité

Bruno RONSEAUX a eu l'honneur et le plaisir d'enregistrer le 1^{er} Pacte de Solidarité (PACS) de cette mandature ; Il a été conclu entre Madame Fanny FLOURY et M. Christian ADRIEN vendredi 9 avril 2021.

L'équipe municipale tient à féliciter les jeunes pacsés !

Arrivée d'une nouvelle Capelloise

Notre plus jeune Capelloise se prénomme Margot ; elle est née le 26 février 2021.

Toutes nos félicitations à ses parents : Elodie BATICLE et Vivien CHEVEUX !

00h15 : Bruno RONSEAUX lève la séance de ce conseil municipal.